

Questions orales

nementaux, ce qui entraînera une baisse des taux d'intérêt et des impôts?

John Manley (ministre de l'Industrie, Lib.): Permettez-moi de dire, monsieur le Président, que je suis persuadé que le député sera d'accord avec l'objectif du document que nous allons déposer aujourd'hui. On y reconnaît, en fait, que la clé d'une croissance économique et d'une création d'emplois soutenues résidera dans le secteur privé et qu'il est essentiel pour le gouvernement de faire tout en son pouvoir pour ne nuire en rien à un accroissement possible du nombre d'emplois créés dans ce secteur.

Il s'agit, en réalité, de la façon dont nous entendons stimuler l'économie pour que, à la suite des cycles à la hausse et à la baisse, on parvienne, dans l'ensemble, à une augmentation des niveaux d'emploi, ainsi qu'à un accroissement de la productivité et de l'activité économique. C'est la clé du succès.

Faut-il réduire les dépenses? Oui, cela s'impose. C'était le but du processus de consultation que mon collègue, le ministre des Finances, a lancé à la Chambre, avec le comité des finances, il y a quelques semaines. Dans notre budget de février, nous cherchons justement à réaliser cet objectif.

* * *

[Français]

LA SOMATOTROPHINE BOVINE

M. Michel Bellehumeur (Berthier—Montcalm, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de la Santé.

Le directeur du Bureau des médicaments vétérinaires de Santé Canada, en congé sans solde de ses charges publiques, représente un groupe privé de compagnies pharmaceutiques afin de faire valoir les vertus de la somatotrophine bovine auprès de membres de la Chambre des communes.

La ministre réalise-t-elle que son ministère se retrouve dans une situation paradoxale, alors qu'un haut fonctionnaire responsable du Bureau des médicaments vétérinaires agit maintenant à titre de lobbyiste pour certaines compagnies pharmaceutiques qui veulent justement commercialiser la somatotrophine?

[Traduction]

L'hon. Diane Marleau (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, la personne en question est en congé sans rémunération et, pour cette raison, elle n'a pas du tout participé au dossier sur la BST.

[Français]

M. Michel Bellehumeur (Berthier—Montcalm, BQ): Monsieur le Président, la ministre réalise-t-elle que la complaisance dont elle fait preuve dans cette situation inacceptable enlève toute crédibilité non seulement à Santé Canada, auprès du public et de l'industrie laitière, mais aussi à elle-même comme ministre responsable de ce dossier?

[Traduction]

L'hon. Diane Marleau (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit, la personne en question est

en congé sans traitement. Cet homme travaille pour un autre centre en ce moment, il ne parle pas au nom de Santé Canada et il n'a pas participé au dossier sur la BST.

* * *

[Français]

L'ÉCONOMIE

M. Raymond Lavigne (Verdun—Saint-Paul, Lib.): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Développement des ressources humaines.

La plupart de mes électeurs sont très encouragés par les nombreux signes de reprise économique, comme la chute accélérée du taux de chômage. Cependant, plusieurs, surtout les jeunes et les femmes, demeurent inquiets de leur avenir. Quelle mesure le ministre prend-il pour s'assurer que tous bénéficient équitablement de la reprise?

[Traduction]

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, Lib.): Monsieur le Président, les députés se souviendront que, le printemps dernier, nous avons mis en place, en collaboration avec le secteur privé et les établissements d'enseignement, un important programme de stage pour que les jeunes puissent acquérir une formation pratique.

• (1445)

Ce programme n'existe que depuis quatre ou cinq mois et, déjà, près de 10 000 jeunes ont profité de ces ententes que nous avons conclues avec le secteur privé pour faciliter leur transition de l'école au monde du travail. Nous espérons que, d'ici l'an prochain, près de 60 000 jeunes se seront inscrits à ce programme.

À mon avis, la voie de l'avenir sera de réunir les entreprises, le gouvernement et les établissements d'enseignement pour offrir de meilleures perspectives d'emploi aux jeunes Canadiens.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

M. Randy White (Fraser Valley—Ouest, Réf.): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie.

Les dirigeants du milieu des affaires, les universitaires et, plus récemment encore, le *Globe and Mail* ont tous demandé d'abolir les organismes chargés du développement régional dans tous les coins du pays. Le ministre de l'Industrie a adopté une stratégie, alors que d'autres ministres en ont adopté une différente.

Comment le ministre de l'Industrie peut-il expliquer la contradiction évidente qui se dégage de tout cela? Il affirme que les programmes de développement régional ne donnent pas les résultats escomptés, mais ses collègues d'ici distribuent annuellement plus d'un milliard de dollars à des entreprises constamment défaillantes, à d'immenses sociétés qui n'ont pas besoin de cet argent, à des groupes de lobbyistes et à des amis des ministres. Tous ces ministres se contredisent! Lequel devons-nous croire?